

**Granby, le 18 mars 2016**  
**Communiqué**

**BUDGET PROVINCIAL**  
**Pas de grandes nouvelles pour les moins nantis**

Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) est déçu du budget Leita0 2016. Dans l'ensemble, les nouveaux investissements n'aideront pas les plus démunis à améliorer leur situation.

Malgré les demandes formulées par différents groupes intervenant auprès des moins nantis, le gouvernement n'a pas rétabli ses investissements en logement social qui ont été coupés de moitié au dernier budget. La ville de Granby, qui fait bien mauvaise figure par rapport à d'autres villes de taille similaire en ce qui a trait au nombre de logements sociaux par habitant, aura peu d'espoir encore cette année de voir ses deux projets en attente se réaliser alors que la liste d'attente à l'OMH de Granby dépasse toujours 350 ménages. Ce budget met en péril le développement du logement social au Québec alors que les besoins sont grandissants.

Le Québec s'est doté, il y a deux ans, d'une Politique nationale de lutte à l'itinérance puis d'un Plan d'action interministériel. Le gouvernement n'annonce aucun investissement majeur permettant de déployer les mesures identifiées pour freiner le phénomène de l'itinérance.

Il est désolant de constater que le gouvernement continu à s'acharner sur son programme Objectif emploi qui sera assorti de pénalités en cas de refus de participation des premiers demandeurs d'aide sociale. Devons-nous rappeler qu'une frange importante de la population, soit environ 12%, n'arrive déjà pas à combler ses besoins de base ? Selon nous, augmenter le revenu de l'aide sociale et le salaire minimum auraient été des stratégies plus efficaces pour permettre une sortie du cycle de la pauvreté. Malheureusement, les mesures liées à Objectif emploi vont discriminer davantage les personnes marginalisées et générer plus d'itinérance.

Avec des hausses très timides des enveloppes aux Ministères de la Santé (2%) et de l'Éducation (3%), le gouvernement est bien loin de réparer les dégâts causés par les coupures du dernier budget. L'investissement prévu reste en-deçà de la croissance des dépenses (4 à 5 %). Cette hausse minime n'équivaut pas à ce qui était dépensé avant le gouvernement Couillard et se traduira encore par des compressions.

Parallèlement à cela, ce budget ne prévoit aucun investissement supplémentaire pour les organismes communautaires qui s'appauvrissent au fil des ans faute d'une faible indexation qui ne parvient pas à pallier à l'augmentation de leurs dépenses.

Pour la classe moyenne, les mesures d'allègement telles que l'abolition graduelle de la taxe santé et de l'instauration du bouclier fiscal ne suffiront pas à pallier l'ensemble des mesures de réduction des dépenses de l'état.

Nous pourrions saluer l'investissement qui permettra l'embauche de 40 travailleurs de rue en matière de prévention de la criminalité et les 100 000\$ supplémentaires prévus pour les banques alimentaires mais cela est bien peu pour l'ensemble du Québec. Est-ce que les régions comme la nôtre pourront bénéficier de ces mesures ? L'offre de travail de rue en Haute-Yamaska devrait être doublée afin de répondre aux besoins des gens qui vivent des difficultés. Des investissements plus costauds dans le travail de rue permettraient pourtant de prévenir l'alourdissement des problématiques et ainsi d'éviter des coûts sociaux importants en soin de santé, en justice et en services sociaux.

La hausse du financement annoncé pour les centres de désintoxication doit également se comprendre en regard des coupures à l'aide sociale en 2015 qui ont frappés de plein fouet sur ces organismes, dont la survie de certains était menacée. Ici, il s'agit de réparer les pots cassés du dernier budget plutôt que d'améliorer réellement l'offre de service.

Ce budget, plutôt favorable aux plus riches et aux entreprises, notamment en accordant des allègements des tarifs d'électricité aux grandes entreprises, ne prévoit rien afin d'améliorer substantiellement le revenu des moins nantis et de la classe moyenne, bien au contraire, il contribuera malheureusement à creuser davantage les inégalités sociales.

- 30 -

**Nicolas Luppens**

Coordonnateur

Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Tél: (450) 378-0990

gasphauteyamaska@gmail.com